



Urbanisme/Assistance DGDS
N° 2015-070

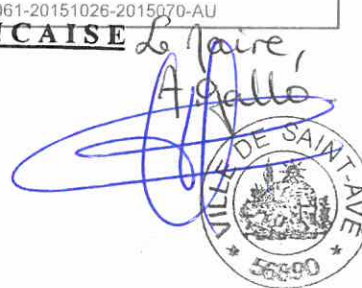
Envoyé en préfecture le 03/11/2015

Reçu en préfecture le 03/11/2015

Affiché le

ID : 056-215602061-20151026-2015070-AU

REPUBLIQUE FRANCAISE



DECISION DU MAIRE

SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC L'ASSOCIATION EQUI'DETRESSE POUR LA MISE A DISPOSITION DE LA PARCELLE COMMUNALE CADASTREE SECTION BN N°214

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code rural, et notamment l'article L.411-2,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU le code de l'urbanisme,

VU la situation de la parcelle cadastrée section BN n° 214 classée en zone 2AU (urbanisation future) par le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Avé,

VU la demande de mise à disposition de terrain, formulée par Madame Maria Martinez, Présidente de l'association Equi'Détresse,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT la volonté de soutenir l'association Equi'Détresse, en lui proposant une solution d'accueil provisoire pour des animaux victimes de maltraitance,

CONSIDERANT que la parcelle mise à disposition fait l'objet d'un classement en zone 2AU par le plan local d'urbanisme et que les futurs projets d'urbanisation de cette zone justifient la précarité de l'occupation du terrain,

Le Maire de la commune de Saint-Avé,

DECIDE

ARTICLE 1 :

La commune de Saint-Avé décide de signer la convention d'occupation précaire telle qu'annexée à la présente décision, en vue de la mise à disposition du terrain cadastré section BN n°214 situé à Lesvellec, à l'association Equi'Détresse représentée par sa Présidente Madame Maria Martinez.

ARTICLE 2 : Information

La présente décision peut être contestée par les personnes intéressées :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans un délai de deux mois à partir de la notification de la décision puis, suite à ce recours gracieux, par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Rennes (3 rue contour de le Motte, 35000 Rennes) :
 - soit dans un délai de deux mois en cas de rejet de la demande,
 - soit dans un délai de deux mois en cas d'absence de réponse au terme de deux mois, le silence valant rejet implicite (loi n° 2000-321 du 12 avril 2000),
- ou directement par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Rennes (3 rue contour de le Motte, 35000 Rennes) dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

ARTICLE 3 : Exécution

Madame la directrice générale des services de la commune de Saint-Avé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Avé, le 26 octobre 2015

Le Maire,

Anne GALLO

P/le Maire empêchée
Le 1er Adjoint au Maire,
Th. EUENO.

